

Que peut-on attendre d'un homme, notre président, Emmanuel Macron, qui se dit fier d'avoir travaillé aux intérêts de Nestlé et Sofiproteol-Avril (Bio-carburant, OGM, agriculture et élevage industriel) pour une banque, Rothschild, dont fut issu avant lui Georges Pompidou, et qui a bien endetté la France depuis 1973? D'un homme qui a vendu la défense nationale - Alstom - à General Electric, c'est à dire au gouvernement des Etats-Unis, l'état de plus impérialiste du monde (2014, sous François Hollande), parce que "la France n'est pas le Venezuela et qu'un état ne doit pas intervenir sur le Marché", même quand c'est sa souveraineté et sa sécurité qui sont en jeu? Dont l'obscur et proche collaborateur, Alexandre Benalla, illustre parfaitement la violence nationale protégée par l'immunité d'en haut alliée à l'impunité d'en-bas? Que peut-on attendre de son premier ministre, Édouard Philippe, qui a été lobbyiste chez Areva et a vendu des centrales nucléaires partout où c'était possible, y compris en Chine, la plus grande dictature du Monde coupable du double génocide tibétain et ouïghour? Que peut-on attendre d'un duo, Macron-Philippe, qui vend des armes à l'Arabie Saoudite, dictature tribale capitaliste islamiste sous la loi de la Charia, massacrant les Yéménites, population la plus pauvre du Proche-Orient? Et qui a réprimé avec son ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner les manifestations de 2019 avec une brutalité qui a horrifié la plupart des pays du monde, mais sans doute rassuré les partenaires des pays sus-cités? Pas grand chose d'autre que le confinement et le contrôle de sa population, plus qu'inquiétants, par le mensonge, l'incompétence, le cynisme et le mépris, et avant tout le renversement de sa culpabilité sur sa population. Ces gens-là ne sont pas la solution, ils sont, et soutiennent, tout ce qui va mal dans le monde, Voici trois documents sur des faits plus ou moins connus mais essentiels. Faites les circuler avant qu'il n'y ait plus rien à voir.. et n'oublions jamais une chose. Si on veut connaître la vérité sur la finance, le nucléaire, les ventes d'armes, l'industrie pharmaceutique ou le pétrole, on ne demande pas aux banquiers, à Areva, au ministère de l'intérieur ou à Big Pharma. C'est à vous, c'est à nous et à ceux qui n'ont pas d'intérêt financier ou de pouvoir à faire circuler l'information. rappelons-nous d'où ces "élus" viennent ce qu'ils ont toujours fait et qu'ils continuent à faire.

1) la culture du Coronavirus en Chine en 2015 par la RAI (Italie):

<https://youtu.be/RiFzPnu98TY>

2) La Corée qui teste, ne confine pas et gère cette grippe.

<http://www.leparisien.fr/.../coronavirus-desinfection-test-vi...>

3) des chiffres surévalués volontairement par les gouvernements et les alertes de grands spécialistes mondiaux contre le délire des pouvoirs en place, dont en France, sans proportion ni efficacité, et les conséquences catastrophiques sur l'état de la société.

Voilà un lien qui fonctionnait ce mardi 31 mars à 19h50...

parmi les chercheurs et personnalités cité(e)s: Giulio Tarro, John Iannidis, Stephan Hockertz, Pietro Vernazza, Yoram Lass, Peter Gotzsche, Karin Moelling, Pablo Goldschmidt, Julian Nida-Rümelin, Jean-Dominique Michel, Didier Rahoult, Franck Ulrich Montgomery, Sucherit Bhakdi, David Koltz, Michael Osterholm.

https://video-cdt1-1.xx.fbcdn.net/.../10000000_55074734891351...

<https://m.facebook.com/watch/?v=208973630413232>

Quoi qu'écologiste, végétarien depuis presque trente ans, membre de la Nef et n'ayant ni voiture, ni appartement, je ne me réjouis absolument pas de cette sinistre mise à l'arrêt du monde aux mains de ceux qui ne cessent de le détruire depuis toujours. La pauvreté sous la domination des pouvoirs en place n'engendrera que malbouffé, sous-culture et dépression. Dix

ans après l'effondrement de l'Union Soviétique, la Russie a "élu" Poutine et dix ans après la crise des Subprimes, "l'Amérique" avait le choix entre Clinton et Trump.

Je pense qu'il est temps, depuis longtemps, car cette période m'inquiète, beaucoup, comme beaucoup d'autres personnes, et peut laisser des traces et elle n'est que le prolongement logique de tout ce qui l'a précédée et que représente dans tous les sens du terme, ce président dont personne ne voulait, ni n'avait besoin, sinon peut-être, par une ruse de l'Histoire passant par un petit homme, pour en faire émerger de plus grands hommes, et de plus grandes femmes, vous, nous, pour faire cette Histoire ensemble et redonner un horizon à ce pays et cette planète, à partir de ce pays sur lequel la planète encore a les yeux rivés en raison de ses révolutions passées et de sa capacité à dire non à ses tyrans. Et ici à Grenoble, nous avons souvent été les premiers à dire non à un modèle pour dire oui à un autre avenir porteur de valeurs pour tous et toute la Terre.

Alors voilà un appel à demander massivement la démission du chef de l'Etat, ou Président de la République, qu'on soit français ou résidant en France, si on adhère à ce qui fait ses valeurs historiques, culturelles et spirituelles de la Renaissance au Conseil National de la Résistance en passant par les philosophes du XVIIIème siècle et les poètes du XIXème et beaucoup d'autres.

Considérant que l'Union sacrée n'a aucun sens, mais représente au contraire une grave erreur lorsqu'elle soutient un groupe d'hommes et de femmes au modèle de société désiré par moins d'un électeur sur 4 - le gouvernement français - dont le mensonge et l'incohérence ont marqué depuis le début la gestion de l'apparition du Coronavirus, entraînant depuis trois semaines un confinement général de la population, avec des conséquences désastreuses à venir pour elle sur le plan économique, au profit de puissances financières responsables du chaos du monde, sans pour autant protéger prioritairement les personnes les plus exposées.

Considérant l'expression « Nous sommes en guerre » injustifiée dans le contexte d'une épidémie de grippe, mais qu'elle revêt manifestement en revanche un sens pour le chef de l'état et son gouvernement, portant légitimement à l'inquiétude, compte tenu des mesures suspensives de la démocratie qu'autorise cet état de guerre.

Considérant l'ancienneté des virus, leur capacité à muter et leur génération par les modes de vie humains déréglés et dérèglementés ayant franchi des frontières décisives en termes d'invasion, d'agression ou de consommation d'espèces naturelles amenant à notre contamination.

Considérant l'impossibilité de vaincre une guerre contre des virus en raison de la nature même du processus du Vivant, et considérant les conséquences dévastatrices de l'état d'urgence décrété par le gouvernement sur les populations en termes de liberté individuelle et collective et de prise de décision dans les choix de société.

Considérant les périodes extrêmement rares où les pays du monde ont vécu en démocraties et conscients que les régimes du monde connaissant aujourd'hui une véritable démocratie sont en core aujourd'hui très rares.

Considérant l'histoire encore très récente et fragile de la démocratie, dans notre propre pays entrecoupée de guerres, de régressions et de régimes autoritaires.

Considérant en particulier l'accueil favorable fait au Fascisme italien et au Nazisme allemand avant même et pendant la deuxième guerre mondiale par les grandes entreprises et la finance française et internationale, les penchants affirmés et les intérêts confirmés que ces mondes là ont toujours eu pour les régimes autoritaires et les situations de guerre et d'opacité.

Considérant l'inexpérience absolue en termes d'exercice démocratique du pouvoir du chef de l'état, jamais élu avant son accession à la présidence de la République, et un parcours précédent dévolu au profit sans considération pour les valeurs morales fondatrices de la démocratie française et de la république,

Considérant et ses graves lacunes dans la connaissance des réalités et besoins de sa population, et jugeant ces manquements incompatible avec l'exercice d'une fonction représentative et exécutive à la tête de la Nation.

Considérant de la même façon, au vu de leurs parcours professionnels et de leurs actes d'élus, les membres de l'équipe gouvernementale.

Considérant les relations commerciales et diplomatiques privilégiés du gouvernement français avec de nombreux pays autoritaires ou dictatoriaux bafouant chaque jour droits de l'homme et de la femme et entraînant toujours plus dans la catastrophe la civilisation humaine et sa planète.

Considérant une fois encore la vie du chef de l'Etat avant ses fonctions avec son adhésion sans partage au Capitalisme ultralibéral, et considérant l'extrême ressemblance dans la façon dont son gouvernement s'est emparé de la menace du Coronavirus, aux dangers fortement et inexplicablement surévalués de l'avis de beaucoup de spécialistes mondiaux, avec la Stratégie du Choc, méthode d'instauration d'une dictature libérale historiquement appliquée en Amérique du Sud par plusieurs coups d'état des années 70, et ailleurs, élaborée par Donad Ewen Cameron, psychiatre à qui furent confiés les entretiens avec les Nazis du procès de Nuremberg, la CIA, et l'école ultralibérale de Chicago, profitant de l'état de choc provoqué par un événement naturel, une épidémie ou une prise de pouvoir, amplifié par un pouvoir politique, et créant un état psychologique de perte de repère et d'effet page blanche où il sera possible de reprogrammer une société traumatisée, culpabilisée et inhibée...

Considérant les multiples trahisons du chef de l'Etat au profit d'intérêt étrangers ou privés, au détriment des populations, dans les buts de l'enrichissement ou sous le prétexte d'une « non-intervention de la France dans la Loi du Marché », c'est-à-dire de la Loi des marchands et d'institutions transnationales de notoriété commune aux mains d'intérêts privés européens ou mondiaux, détruisant l'héritage du Conseil National de la Résistance, et révélant l'impuissance et la passivité d'un haut-fonctionnaire en charge des destinées de son pays.

Considérant la collusion de personnes à la tête de l'Europe tels monsieur Jean-Claude Junker, président de la commission européenne, qui a aidé dans les années 2010 à l'évasion fiscale de milliards d'euros de grandes entreprises, via son pays, le Luxembourg, en privant de la sorte les populations dans des régimes d'austérité imposés par cette même Europe. Et monsieur Mario Draghi, des établissements Golman-Sachs, président de la Banque Centrale Européenne, ayant

amené, avec les représentants corrompus de la Grèce à la chute brutale de l'économie du pays avec des conséquences dramatiques pour sa population.

Considérant et interpellant le fait que l'accession et le maintien au pouvoir de personnes corrompues à un si haut niveau d'exercice du pouvoir, entraînant les destinées de centaines de millions d'êtres, ne peut exister sans la complicité ni le silence d'un nombre suffisant et important de relais influents à tous les degrés de l'information et de la décision, et cela à l'échelle géographique d'un continent et à l'échelle temporelle de sept décennies.

Considérant que la vérité, les progrès et les changements vitaux de civilisation en termes de liberté et de transparence se sont la plupart du temps réalisés dans les sociétés malgré les régimes, les intérêts et les réseaux de pouvoir en place.

Considérant la fermeture forcée de médias radiophoniques indépendants et l'interdiction de se rassembler de ses journalistes, contrairement aux médias contrôlés par l'Etat ou les intérêts financiers qui l'épaulent.

Considérant le sort réservé aux lanceurs d'alerte menacés, poursuivis ou emprisonnés pour avoir dit la vérité sur la corruption de personnages publics précédemment déclarés légitimes et nuisant à l'intérêt des populations et de la démocratie

Considérant les parcours du chef de l'état et de son premier ministre avant leur accès aux plus hautes fonctions, démontrant leur collusion avec les puissances industrielles, agricoles, énergétiques, politiques et financières, sans regard pour leurs conséquence ou au contraire plus grave encore, en connaissance de cause, ayant amené le monde à l'état de crise humaine et écologique qui menace aujourd'hui sa survie même, et dont l'épisode du Coronavirus est le prolongement prévisible.

Considérant qu'il trahit les fondements même de l'idéal démocratique et social de la France, l'humanisme de la Renaissance et des Lumières, et les Droits de l'Homme tels qu'exprimés dans les Déclarations de la Révolution Française et de 1948, mais aussi toute l'œuvre du Conseil National de la Résistance.

Considérant que nous avons tous été témoins au XXème siècle et au début du XXIème de l'effondrement des mirages idéologiques : Capitalisme, Communisme, Fascisme, qui ont voulu mettre fin aux inégalités de l'Ancien régime, aujourd'hui rejointes par la Science, la technologie, la génétique et le Transhumanisme, et un virtuel nous proposant au mieux, dans la disparition de l'argent liquide, un revenu universel abreuvé de sous-culture et d'agro-industrie, pour avoir les mains libres derrière des sociétés-écrans illusoires et labyrinthiques.

Considérant que l'histoire et l'actualité ont amplement démontré que la vérité ne s'apprenait pas auprès des principaux intéressés mais d'enquêteurs indépendants, et qu'il en était ainsi pour la santé, les vaccins, les armes, le pétrole, le nucléaire, la politique, les médias et bien d'autres choses.

Considérant qu'un homme d'état véritable se reconnaît à sa vision du bien commun à l'échelle non seulement de son peuple mais aussi du Monde, et à sa capacité de s'entourer des plus clairvoyants, parce qu'ils ont d'abord pensé l'Humain et sa planète dans leur globalité et proposent un monde où les hommes et les femmes peuvent se réaliser dans un progrès toujours en harmonie avec la Terre et toute ses formes de vie, sans aliénation réciproque.

Considérant le modèle d'économie, de valeurs, de société, de planète du gouvernement, démontré par ses actes et ses absences d'actes, ne faisant qu'amener la population française comme celle du monde vers le désespoir, la colère, la division, la fermeture, la méfiance, et l'absence d'un horizon commun, sinon celui de la misère et de dépendance.

Considérant les alliances, les services rendus et les ententes, maintes fois démontrées dans l'Histoire entre le petit nombre de l'immunité d'en haut et de l'impunité d'en bas, pour le maintien dans l'oppression et la confusion du plus grand nombre, et par conséquent la libération d'un certain nombre de détenus de droit commun et le retour de fanatiques religieux comme une décision préoccupante dans le contexte de privation de liberté du reste de la population.

Considérant et interrogeant directement les raisons du choix du gouvernement français dans la lutte contre le virus, préférant le confinement à d'autres modèles démocratiques, européens ou asiatiques protégeant ainsi physiquement leurs populations les plus exposées, en même temps que leur économie.

Considérant le refus de tests préalables au confinement malgré les injonctions de l'Organisation Mondiale de la Santé et la capacité de les réaliser de l'état français, justifiant de la sorte le contrôle quasi absolu de la liberté de mouvement, d'action et d'expression de dizaines de millions de personnes jugées a priori comme dangereuses, donc suspectes et susceptibles d'être contrôlées, fortement verbalisées voir incarcérées.

Considérant le refus d'appliquer les méthodes et les solutions, et d'intégrer l'expertise de sa plus grande autorité en matière de virologie, le professeur Rahoult, à l'efficacité avérée.

Considérant les tergiversations, justifiées par des effets secondaires, de l'usage pourtant salvateur de l'hydrochloroquine dans de nombreux cas.

Considérant la déclaration de monsieur Olivier Véran, ministre de la Santé, selon laquelle la mise en place d'un "dépistage massif" interviendra "au moment où le confinement sera levé", sans autre indication, le gouvernement se donnant ainsi le droit, par la suspicion de chaque citoyen, de maintenir arbitrairement et aveuglément un confinement catastrophique pour son avenir.

Considérant l'absence de transparence et de débat sur l'origine humaine ou non humaine du virus dans la longue tradition des nombreux scandales sanitaires, énergétiques, environnementaux couverts par les gouvernements et les instances officielles, mais dénoncés par des acteurs indépendants, quelques médias et la société civile.

Considérant que l'état critique du système de santé depuis plusieurs années malgré les alertes répétées des professionnels et des patients est la conséquence de choix politiques et sociétaux dont Mr Macron et son gouvernement sont les représentants par excellence.

Considérant ces choix comme responsables de l'exposition et du danger constant auxquels est exposé le corps médical sacrifié à cette « guerre » et ayant déjà entraîné la mort de dizaines de soignants en Italie.

Constatant que la pénurie de masques est due à la délocalisation des secteurs de santé et d'intérêt public pour des raisons de « libre concurrence » et de profit.

Considérant que les modèles économiques profitant du confinement sont les mêmes sociétés transnationales qui provoquent pour leur propre intérêt l'effondrement des entreprises indépendantes et la conquête des marchés, perpétuant la crise qu'ils ont créée, pleinement aidés par le gouvernement, dans la continuité de sa politique en « temps de paix », préparant donc, consciemment ou pas, les « temps de guerre ».

Considérant le projet de vaccination généralisée de la population et nous rappelant l'intention extrêmement périlleuse de vacciner plusieurs dizaines de millions de personnes par le Tamiflu lors de la Grippe A (H1N1 ou Porcine), intention des pouvoirs publics, de la ministre de la santé Roseline Bachelot, qui avait à cette occasion dépensé sans clairvoyances des sommes considérables d'argent public, des institutions des cadres et experts de la santé et de l'industrie pharmaceutique, intention à laquelle s'opposa le bon sens d'une immense majorité de citoyens éclairée par des lanceurs d'alerte, en même temps qu'étaient très probablement évitées des pathologies dues aux effets secondaires, à très grande échelle, sur la population française, comme le scandale du vaccin de l'hépatite B l'a démontré.

Considérant les rapports de pouvoir et d'intérêt étroits existant entre les plus hautes instances du gouvernement et les représentants de l'industrie agroalimentaire, pharmaceutique, pétrolière, nucléaire responsables de l'état de guerre économique et écologique bien réel du monde, celui-ci bien réel.

Considérant que le gouvernement ne démontre aucun désir de changer de modèle de société comme le démontre l'installation forcée de la 5G par un décret pris fin mars récemment, justifié par la situation d'urgence sanitaire.

Considérant le refus d'étudier le lien entre la 5G, ses impacts généraux sur la santé physique, psychologique et le Coronavirus et son imposition désormais légale depuis fin mars sans en passer par le principe de précaution, ni l'autorisation des maires et de la population, en raison de l'état d'urgence sanitaire*, malgré les nombreux problèmes de santé publique provoqués par les ondes, dont l'électro-sensibilité pour la reconnaissance de laquelle la France accuse un grand retard.

Considérant que cette 5G servira avant tout à l'interconnexion d'outils de surveillance, de reconnaissance faciale et de contrôle des populations par drones et caméras, de la part d'un gouvernement qui a amplement démontré sa responsabilité dans les choix dévastateurs du monde.

Considérant l'absence d'intérêt, de compétence ou de vision du gouvernement actuel pour imaginer un autre modèle d'avenir à la sortie du confinement, avec pour seule certitude pour la population plus de pauvreté, d'impuissance et de dépendance face aux puissances complices et démontrées de ce gouvernement et de ses soutiens économiques.

Considérant ce système sacrifiant le monde et culpabilisant ses populations pour se sauver lui-même au lieu d'admettre sa responsabilité passée et présente et de confier l'avenir à ceux qui depuis ont annoncé la situation actuelle et préparé le monde de demain en terme d'éducation, d'agriculture, d'énergie, de santé, de transport, de culture, d'économie.

Considérant qu'accorder sa confiance à un tel gouvernement est illusoire et périlleux pour les destinées de la société entière qui en résultera.

Considérant que l'expression Union sacrée de la population française revêt ici en revanche tout son sens dans la révocation d'un tel gouvernement et de ceux qui le soutiennent.

Considérant que tout est prêt, depuis parfois des décennies, et progresse chaque jour, pour un modèle durable, juste et propre de progrès.

J'en appelle,

dans un esprit de paix et de non violence absolu, d'union sacrée et de confiance, d'espérance dans un avenir commun pour nous et nos proches, confiants dans l'éclairement de la population française et de tous ceux qu'elle accueille, dans le sens inné de la justice de chacun et de la responsabilité de ses représentants politiques, communautaires, religieux, professionnels, associatifs...

J'en appelle aux enseignants et aux éducateurs dont la mission est d'instruire et de mener vers la compréhension du monde, la liberté, le travail, pour un avenir collectif meilleur, des millions d'enfants ou de jeunes, au milieu d'un monde dont on encourage chaque jour davantage la destruction des valeurs les plus nobles et structurantes ;

J'en appelle au corps médical dont la vocation, soigner et soulager la souffrance, est rendue impossible par un système économique simultanément toujours plus débridé et contrôlé, de privatisation de la santé, et orienté, biaisé et confisqué par les maîtres de l'industrie pharmaceutique, agroalimentaire et de l'énergie.

J'en appelle aux représentants des médecines traditionnelles et parallèles, et de la santé psychique, victimes, autant que les malades, des attaques en haut-lieu de groupes de pressions ignorants et indignes de leur charge et de leur mission comme ceux qui les relayent.

J'en appelle aux agriculteurs et aux éleveurs qui ont vu disparaître les 90% sinon plus de leurs frères et sœurs, endettés, trompés, poussés à la ruine, à l'abandon de leurs terres et de leurs fermes ancestrales ou flambant neuves, et souvent au suicide, par les banques, la grande distribution alliés aux programmes nationaux et européens qui les récupèrent, et qui ne peuvent continuer à empoisonner la Terre et exploiter leurs bêtes en prétendant nourrir le monde ou simplement eux-mêmes en se tuant à la tâche pour n'enrichir à tort que quelques uns dans un nouveau servage.

J'en appelle aux acteurs d'une agriculture qui respecte la vie végétale, minérale, animale et humaine.

J'en appelle aux artistes et aux intellectuels pour qui la créativité, la beauté et la vie de l'esprit sont à l'opposé de l'industrie du divertissement instillant confusion mentale et irresponsabilité, incapacité à rêver et transformer le monde, conformisme, vulgarité, soumission de l'intelligence et de la liberté de penser.

J'en appelle à tous ceux qui travaillent ou cherchent un emploi, chefs d'entreprises, artisans, salariés, fonctionnaires, ouvrier qui veulent continuer à créer, œuvrer et innover en soutenant le pays pour les besoins et la joie de vivre dans le bien commun.

J'en appelle à tous les militants et idéalistes qui se battent depuis des décennies, toute une vie ou qui ont rejoint depuis peu l'engagement pour sauver ce monde, à ceux qui ont cessé ou continuent d'espérer après avoir vu les forces surnoisées et brutales du profit et de l'orientation forcée des peuples reprendre pas à pas du terrain au cours des décennies

J'en appelle aux retraités, à ceux qui ont pu bénéficier des « Trente glorieuses » aux lendemains qui ont déchanté en désenchantant le monde qu'ils ont eux-mêmes connu et en grande partie, mais pas complètement, perdu, en croyant l'amener au progrès infini en faire un vaste terrain de jeu ou d'expérimentation,

J'en appelle à ceux qui après avoir travaillé toute ou une partie de leur vie, vivent aujourd'hui dans la pauvreté et le besoin.

J'en appelle à ceux qui vivent d'aides et de pensions, dans la solitude, la souffrance physique ou psychique, et peuvent - ou non - encore aujourd'hui bénéficier de la solidarité nationale.

J'en appelle à ceux qui n'ont rien parce qu'ils l'ont refusé.

J'en appelle aux élus locaux qui ont la charge et la responsabilité de leurs communes.

J'en appelle à cette grande majorité de journalistes, médiatiques relais des sociétés-écrans, maillons des chaînes des cavernes où nous sommes confinés par cette République où Socrate boit chaque jour la cigüe et les sophistes ont open bar à Paris et à Berlin et le public toujours soif de justice.

Transformés en speakers et animateurs, porte-parole d'un politiquement correct humainement abject au vu de son mensonge et des gens dont ils nient la condition de vie, pour « réussir » la leur, vous avez renié toute conscience, perdu ou refoulé toute connaissance des sujets, toute critique des pouvoirs qui vous nourrissent, tout engagement pour la vérité, surveillant et censurant sagement, effrayés, bien dressés depuis vos grandes écoles certifiant vos cerveaux conformes, contrôlant chacune de vos paroles ou celle de vos invités auparavant soigneusement triés.

J'en appelle de façon presque semblable, hélas, à vous, les juges et la justice pleins d'orgueil qui avez pris, repris ou gardé l'habitude de protéger le petit nombre des brutes, des riches et des rusés, relâchant contre caution, n'octroyant la justice que si on vous emploie, laissant libres d'agir les pires, l'état du monde en est témoin et son verdict n'a pas besoin du vôtre, secondant leurs désirs contre salaire, et êtes aujourd'hui aussi craints qu'eux par la population, fiers de l'être pour exercer votre fonction, en vous faisant appeler à juste titre maîtres.

J'en appelle aux scientifiques qui secondent les pouvoirs en place. Qu'ils ignorent qu'ils servent, ou le sachent, qu'ils regardent le monde et les hommes et les femmes autour d'eux et arrêtent de se perdre et les perdre avec eux dans une course en avant technologique qui épuise le monde, nous coupe de nous-mêmes, se donnant pour le progrès en inhibant et amoindrissant l'âme de l'humain qu'ils prétendent augmenter et détournent de l'engagement

J'en appelle aux forces de l'ordre et à l'armée, instrumentalisées pour protéger les intérêts des pouvoirs politiques et financiers en place qui nuisent au plus grand nombre et créent partout le désordre, là où on leur demande de maintenir l'ordre. Je leur demande d'être à la hauteur de leur raison d'être : faire en sorte que chacun et chacune puisse déployer le meilleur de lui-même et d'elle-même et se réaliser pleinement en cette société pour le bien de tous - ce qui n'est plus le cas,

ils le savent - et non protéger ceux qui trompent, exploitent et oppriment, contre un salaire ou une fonction, parce qu'ils croient épouser la même idée du monde que ceux qui les emploient et les utilisent en leur imposant un devoir de silence sans fondement.

J'en appelle aux représentants et aux fidèles de toutes religions à qui ont été confiées des révélations ou des spiritualités millénaires devant guider l'Humanité et la Création vers ce qu'ils ont de meilleur, de plus haut, et dont ce gouvernement est la négation absolue. Je les appelle à ne pas, une fois de plus, être du côté du pouvoir qui les écrase autant qu'ils croient qu'il les protège en achetant leur consentement, ni de la passivité de la passivité qui cautionne ou de la révolte qui agresse, à l'opposé des messages de leurs fondateurs.

J'en appelle à tous ceux dont les ancêtres, les parents ou eux-mêmes moururent ou partirent pour la liberté ou la survie, parce qu'ils savaient que quelque-chose d'autre était possible, et crurent trouver un refuge en France et que le président a trahi par ses promesses, et dont il tarit aujourd'hui l'espérance. Qu'ils exercent leur droit et leur devoir de citoyens, de simples d'êtres humains, faisant en sorte que la France reste la France, sans crainte d'un pouvoir qui les trompe et les divise, car plus ils seront nombreux à s'exprimer et plus ils seront forts dans leurs droits, et leurs devoirs de rétablir dans sa dignité et sa beauté le pays qui les accueille. Et que ceux, nombreux, dont les pères ou les ancêtres furent envahis, asservis ou tués par les représentants indignes d'une France colonialiste par le passé ou jusque dans son présent impérialiste ou marchande d'armes, qu'ils fassent en sorte d'éviter ce dont ils ont eux-mêmes souffert avec leur proche et qu'ils ont fui dans leur pays.

J'en appelle à tous ceux que j'oublie et auprès desquels je m'excuse, comme des imperfections de ce texte.

J'en appelle tous ceux qui croient en les valeurs de leurs partis, et il y en a en tous, je le sais, et qui ne peuvent que demander le départ de ce gouvernement, dans son extrême centre, considérant qu'il incarne la trahison simultanée :

- Des horizons et des combats du Socialisme, de la Laïcité et de Jean Jaurès et du Front populaire tout en détruisant leur œuvre, vendant des armes entre autres à l'Arabie Saoudite et étant fier d'avoir travaillé pour une grande banque d'affaire.
- De l'héritage gaulliste d'indépendance et de grandeur française toute en méprisant les « Gaulois » et vendant la défense nationale aux Etats-Unis
- Des valeurs traditionnelles de la Droite tout en courtisant les plus riches et les plus conservateurs
- De l'esprit de charité et de solidarité de la tradition chrétienne par une mise en concurrence financière sans considération pour un Bien supérieur tout en affichant un rapprochement formel du Catholicisme, mais en n'appuyant jamais l'engagement historique du pape sur la Création, la Finance et l'accueil des réfugiés.
- Du message spirituel musulman et bouddhiste par sa collaboration avec l'Arabie saoudite et la Chine en regard de la guerre menée contre le Yémen et le soutien au terrorisme pour la première ; et de l'extermination des peuples et des cultures ouïgoure et tibétaine par la seconde, par intérêt financier.

Nous, le peuple français, nous, citoyens et habitants de la France nous déclarant de ce qui fait et fera ses valeurs historiques, ancestrales, à venir, humanistes, laïques et spirituelles, culturelles, sociales,

déclarons illégitimes ce gouvernement et son chef, dangereux pour sa population parce que menaçant sa liberté, sa dignité et sa survie même sur son propre territoire ou celui de son accueil, et leur Terre commune,

et demandons sa démission, et la désignation par une voie à convenir entre la population et les représentants véritables de la démocratie, les maires et les élus locaux, d'un Conseil National de la Renaissance dont les membres auront démontré y avoir leur place par leur parcours de vie, leur clairvoyance, leur intégrité, leur tolérance, leur compétence, leur sens de la Justice et du Bien commun, et en qui, nous le peuple français et ceux que nous avons librement décidé d'accueillir, puissions mettre notre confiance, parce que fidèle lui-même à nos valeurs.

François-Marie Périer, Grenoble-Saint-Martin d'Hères, vendredi 10 avril 2020

Ne peut être modifié sans l'autorisation de l'auteur.